

« L'eau, révélatrice d'un nouvel apartheid au Moyen Orient » rapport parlementaire français, rapporteur Jean Glavany, 2010

EXTRAITS :

- L'article 40 des accords d'Oslo II (1995) accorde aux Palestiniens le droit d'exploiter 19 % seulement de la nappe des montagnes. Ceci [...] a été défini en fonction du niveau de consommation à la date de la signature de l'accord. La population palestinienne a doublé depuis 1995.
- L'OMS estime que 26 % des maladies à Gaza sont liées à la mauvaise qualité de l'eau.
- Les territoires palestiniens ne disposent aujourd'hui [...] d'aucun accès aux eaux de surface. Au total ils n'ont que 10 % de l'eau disponible contre 90 % pour les Israéliens. Or, la ressource diminue. Depuis 1967, les Palestiniens n'ont plus accès à la mer Morte et ils sont [enfermés derrière le Mur], de telle façon que l'aquifère de Cisjordanie alimente les Israéliens situés à l'ouest.
- L'accord d'Oslo a créé pour la gestion de l'eau en Cisjordanie un Commission Jointe de l'Eau [...] Les pouvoirs de cette commission s'étendent sur le territoire de la Cisjordanie mais ne concerne que les seuls Palestiniens. [...] elle fonctionne sur le mode du consensus, ce qui donne de facto à Israël un pouvoir de veto sur toute demande
- Ces accords n'ont cependant pas remis en cause les ordonnances militaires israéliennes [...] l'administration des ressources hydrauliques de la Cisjordanie reste sous contrôle israélien, en application de près de 2 000 « ordonnances » et « proclamations » militaires.
- Israël a surexploité les aquifères, ce que corroborent les études conduites par la Banque mondiale. En effet, la quantité extraite par les Israéliens est de 50 % supérieure au seuil de renouvellement.
- Les colonies sont toujours installées à proximité d'une source.

Entre 1967 et 1996, seulement 34 permis domestiques et trois permis agricoles d'exploitation de l'eau ont été accordés aux Palestiniens.



Piscine de Maale Adumin, colonie en Cisjordanie occupée



Citerne palestinienne dans la Vallée du Jourdain

Israël viole le droit international et ne respecte pas ses propres engagements.

Israël n'a pas respecté ses engagements de ne pas frapper des installations d'eau : installations à Gaza, destructions continuelle des citernes, dans la Vallée du Jourdain, au sud de Hébron etc..

Une puissance occupante a le devoir de sauvegarder et d'administrer les ressources conformément à la règle de l'usufruit et de ne pas utiliser les ressources du territoire occupé dans l'intérêt de sa propre population civile.

Il incombe clairement à Israël, en tant que puissance occupante, de respecter les droits fondamentaux des Palestiniens, notamment le droit à un niveau de vie décent - qui comprend le droit à l'eau.

« La question de la propriété de l'eau et des infrastructures d'assainissement afférentes en Cisjordanie sera abordée lors des négociations sur le statut final » (art. 40 des Accords de 1995...).

Des mesures simples pour que le droit soit respecté :

- L'Union européenne, la France ne doivent plus financer des projets dans les colonies.
- L'Union européenne doit tout mettre en œuvre quand ses propres projets en Palestine sont détruits par l'armée ou les colons.
- L'Union européenne, la France ne doivent mettre un embargo sur les produits des colonies.
- Et nous citoyens-consommateurs d'exiger, par exemple, l'étiquetage exact des produits des colonies.